



(cuer -> pr verp)

mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

43, boulevard Magenta - 75010 PARIS - tél. 01.53.38.99.99 - Fax 01.40.40.90.98 - e.mail mrap@ras.eu.org

PARIS, le 18 mars 1998

N/Réf. : MA/IV/98.148

Cher(e) ami(e),

Je vous prie de trouver ci-joint pour votre information, un petit dossier.

Je profite de l'occasion pour vous signaler le très bon n° 68 de Fréquences Libres - numéro spécial des radios contre le racisme disponible au MRAP au prix préférentiel de 30 F.

Bien cordialement


Mouloud AOUNIT
Secrétaire général

ESCLAVAGE

En cette année du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage, les bénéficiaires de ce crime n'en finissent pas de haïr ceux qu'ils ont tant fait souffrir, et beaucoup reste à faire pour effacer les cicatrices de cette turpitude. La France et l'Europe ont accru récemment leur fortune grâce au travail de millions de travailleurs immigrés arrachés à leurs pays, leurs foyers, leurs familles. Dans les pays pauvres, des dizaines de millions d'enfants sont asservis sans avoir accès aux outils de la connaissance et de la culture. Dans certains pays d'Afrique, des êtres humains sont volés et vendus comme esclaves. Ici même, à Paris, dans des ambassades, on saisit leurs papiers à des femmes de ménage venues de l'autre côté du monde. Sur les trottoirs des métropoles du tiers monde déambulent des foules d'enfants vendant leur corps aux touristes. Aucun adjectif ne peut qualifier l'horreur de l'esclavage, aucun effort ne doit être mesuré pour abolir cette infamie.



La porte de l'enfer

Gorée ! Un nom magique qui fait rêver les lecteurs de dépliants touristiques. A quelques encablures de Dakar, un petit rocher brûlé par le soleil et fouetté par les alizés de mai. Pourtant, ce lieu paradisiaque a abrité sur ses quelques arpents de terre une des plus grandes tragédies de l'histoire : le commerce du « bois d'ébène ». Gorée va changer plusieurs fois de maître avant d'être cédée durablement à la France, par le Traité de Vienne, en 1815, à la fin des guerres napoléoniennes.

Un lieu de concentration

Gorée devient un véritable dépôt d'esclaves raflés sur toutes les côtes africaines, depuis l'embouchure du Congo jusqu'au golfe de Guinée.

D'autres dépôts d'esclaves, comme El Mina, sont construits sur la Gold Coast (côte du Ghana). Les traitants y attendent les captifs, qu'ils ne veulent pas garder longtemps, car les cachots sont étroits, sombres et insalubres. Beaucoup d'esclaves forts, jeunes et vigoureux, habitués aux grands espaces africains, supportent difficilement d'être enfermés. Il y a de véritables hécatombes, ce qui ne fait pas l'affaire des négriers. On fait donc sortir les esclaves quand on le peut, à l'air libre, et ils effectuent des travaux publics en attendant leur embarquement.

Traités comme des bêtes

Les conditions de transport des esclaves étaient terribles. Entravés, nus dans les cales des navires, dans l'obscurité, beaucoup mouraient avant leur arrivée et leurs corps étaient jetés à la mer. Il y eut des révoltes. Les chefs mutins furent découpés et servirent de brouet à leurs compagnons terrori-

sés. A leur arrivée dans le Nouveau Monde, ils sont marqués comme du bétail, au fer rouge, et les membres d'une famille étaient séparés et ne devaient plus jamais se revoir. Le commerce des esclaves et le travail servile étaient si importants qu'on peut sans conteste dire qu'ils ont grandement favorisé l'essor de l'économie française et contribué fondamentalement à la révolution industrielle.

Une bourgeoisie mulâtre au service de l'esclavage

A Gorée, le commerce des esclaves favorise l'émergence d'une bourgeoisie mulâtre, issue des liaisons d'officiers et de marins français avec des femmes du pays. C'est l'époque des Signares, ces femmes métisses enrichies grâce au commerce des esclaves et qui entretiennent des liaisons avec les représentants des autorités françaises. L'interdiction de la traite va les ruiner et les obliger à trouver une autre activité, comme agents des grandes maisons de commerce bordelaises, et surtout dans l'administration, pour préserver leur statut social. Cette société coloniale, compartimentée selon des critères raciaux, domine la vie politique du Sénégal jusqu'en 1914, date de l'élection de Blaise Diagne, premier député noir, originaire de Gorée, fils d'une pileuse de mil

et d'un cuisinier employé dans une riche famille mulâtre. Devenu l'ami de Clémenceau, il aura pour tâche de lever les troupes africaines pour la tueries de 1914-1918.

Un patrimoine universel

L'Unesco a déclaré l'île patrimoine universel et, en 1986, les chefs d'Etat africains présents à la conférence de l'Organisation de l'unité africaine (Oua) décident de saluer la mémoire des millions de Noirs déportés vers le Nouveau Monde par l'édification d'un mémorial, dont la présidence a été confiée à Amadou Maktar Mbow, ancien directeur Général de l'Unesco et homme de culture.

L'Afrique se souvient, quatre siècles après. Mais qui réparera pour la vie perdue de ces millions de gens arrachés à leur terre et à leur univers ?

Aujourd'hui, l'Europe en crise se protège, au moyen de lois scélérates, de l'immigration en provenance d'Afrique. Qu'attend-elle pour édifier un mémorial pour les millions d'hommes et de femmes qu'elle a réduits en esclavage pour assurer sa prospérité matérielle ?

Macodou Ndiaye
(Fréquences libres n° 44, mars 1995)

Rappeler au monde la fragilité des libertés

Gorée, îlot au large de Dakar. Un site d'une beauté éblouissante. Mais toute l'île vit au rythme du souvenir. Ici fut perpétré l'un des crimes les plus abjects de l'histoire de l'humanité. Des millions de morts, des dizaines de millions de déportés, et beaucoup de coupables aussi. Alors, devant l'ampleur du drame, beaucoup ont choisi d'occulter, d'oublier. Eloi Coly est conservateur à la Maison des esclaves. Son métier, c'est le souvenir. Inlassablement tout au long de la journée, à des gens venus du monde entier, il explique. Jacques Soncin s'est entretenu avec lui.

Esclavage

Cette maison est l'une des dernières esclaveries de Gorée. La datation de sa construction est assez imprécise, elle se situerait entre 1780 et 1784. Les premières esclaveries, construites par les Portugais, existent depuis 1536. Les Portugais furent les premiers Européens à avoir pris pied dans l'île de Gorée, en 1444. La capacité de cette maison était de cent cinquante à deux cents esclaves, hommes, femmes, enfants, répartis dans différentes cellules. La durée de l'attente était d'autant plus longue que le transport se faisait par voiliers. Il fallait aussi attendre d'être vendu avant d'espérer pouvoir partir, sous un numéro matricule et rarement avec un nom africain ! Arrivé sur le continent nord-américain, l'esclave était affublé d'un nom anglo-saxon, forme paroxystique de la perte d'identité. Au Brésil, ils avaient des noms portugais, à Cuba des noms espagnols, et en Haïti ou dans les Antilles françaises des noms français.

Les conditions d'hygiène dans les esclaveries étaient catastrophiques. A Gorée, dans certaines maisons, elles étaient telles que la première épidémie de peste qui a ravagé l'île en 1779 est probablement partie de là.

Combien d'esclaves sont passés dans ce lieu ?

Il est difficile d'avoir un chiffre exact. L'envergure de la traite négrière, qui s'étendait du Sahara au Mozambique, est considérable. Les chiffres qui concernent toute l'Afrique de l'Ouest tournent autour de quinze à vingt millions d'individus, qui ont été « traités » pendant trois à quatre siècles.

Et beaucoup sont morts ici...

En fait, moins dans les esclaveries que pendant le transport. On convoyait d'abord les esclaves vers le lieu d'achat. La « première

vente » avait généralement lieu avec des chefs de tribu. Il y avait parfois des distances énormes à parcourir. Cela se faisait à pieds et la mortalité à ce niveau-là était déjà terrible. Dans la deuxième phase de transport, la mortalité était extrême. Les esclaves étaient rangés à bord de bateaux dans des



Lambert

conditions telles que chacun d'eux ne pouvait disposer que d'un mètre cinquante sur quatre-vingts centimètres. Ils ne pouvaient respirer l'air libre que quand il faisait beau. On les sortait sur le pont et l'équipage mettait à profit ce temps pour nettoyer la cale, généralement avec du vinaigre. Pour calmer les appétits sexuels des hommes, on ajoutait du bromure à leurs repas.

A qui ce crime, ce génocide, a-t-il profité ?

Disons que c'est le profit lui-même qui a sous-tendu la logique de la traite négrière. Elle a profité aux armateurs, aux chefs de tribu, aux marchands d'esclaves. On imagine difficilement ce qu'à pu être ce « vent de folie » qui a soufflé à travers les trois continents et qui a emporté tout le monde dans son sillage.

C'est peut-être une question tabou en Occident, mais est-ce que quelqu'un a

demandé réparation, comme on a tenté de le faire pour les crimes nazis ?

Oui. Nous avons reçu ici la visite du révérend père Jackson, Jessy Jackson, Afro-américain. Il a abordé cette question. Tout l'enjeu réside dans la détermination de la nature de la réparation. Le révérend Jackson avait

proposé de faire quelque chose de comparable à ce que les Etats-Unis avaient fait après la Seconde Guerre mondiale vis-à-vis de l'Occident. Le chef Aviola a également posé ce problème. Mais il n'y aura pas de réparation sans accord des Etats africains sur cette question. Il y a, par ailleurs, des parties de l'Afrique qui ont été considérées par certains comme ayant plus ou moins collaboré à la traite négrière. Il y a là un débat épineux.

Vous voyez passer beaucoup de monde de toutes les origines. Quel effet cette maison a-t-elle sur eux ?

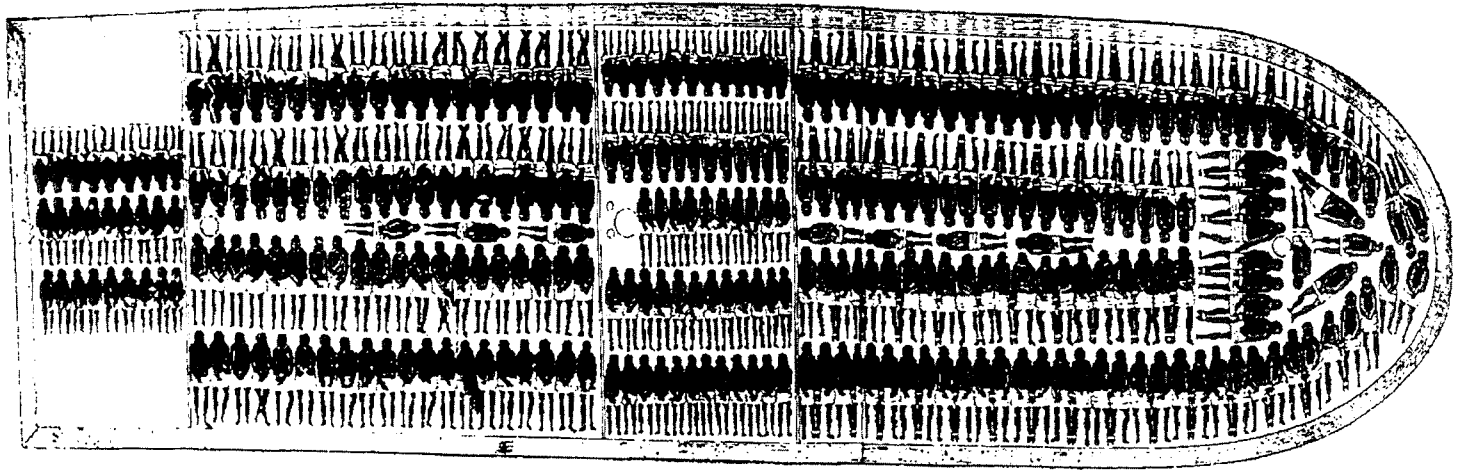
La visite à la Maison des esclaves ne peut laisser un être humain indifférent et cela n'a rien à voir avec la couleur de la peau. Je pense qu'il suffit simplement d'avoir une âme, d'avoir un cœur pour sortir d'ici dérangé quelque part. Celui qui entre dans la Maison des esclaves n'est plus le même en sortant. Les hommes ont la mémoire courte. La Première Guerre mondiale n'a pas pu empêcher la Seconde, et il n'est pas exclu que la traite négrière ne se perpétue sous d'autres formes : le racisme, l'esclavage économique et intellectuel. C'est pourquoi, je crois que des lieux comme les camps de concentration et la Maison des esclaves gagneront à être conservés le plus longtemps possible, pour rappeler à la face de l'humanité la fragilité des libertés.

Propos recueillis par Jacques Soncin
(Fréquences libres n° 44, mars 1995)

Mémoires croisées

Mamadou Diouf travaille au ministère de la Culture du Sénégal. Il témoigne de la réflexion approfondie qui est menée en Afrique sur les crimes et l'oppression du passé, de l'esclavage aux grandes saignées des deux guerres.

Autant de sujets qui apparaissent en Afrique comme des tabous qu'on veut pardonner ou des épisodes sur lesquels il y a désormais prescription. De l'autre côté, pour des raisons radicalement différentes, en France ou dans le monde occidental, on veut faire oublier que les tirailleurs africains ont payé le prix fort du sang versé au profit des guerres occidentales. Et que dire de l'esclavage ? Certaines mauvaises langues rappellent que la France n'a pas toujours eu la délicatesse de payer les pensions qu'elle devait à ces « anciens combattants d'Afrique noire ». Pourquoi cet oubli croisé, entre une Europe qui refuse de reconnaître ses crimes, et les descendants des victimes, en Afrique, qui, par douleur ou pudeur, voudraient oublier, jusqu'à se persuader que tout cela n'a jamais existé ?



Coupe horizontale des cales d'un bateau négrier

Il est temps que nous sortions de cette vision douloureuse d'un passé constitué, c'est vrai, de sang et d'oppression. C'est indispensable pour notre continent. Il ne s'agit pas d'oublier, mais de pardonner. L'histoire doit servir à quelque chose. Le culte du souvenir ne doit pas être un alibi qui nous fasse sombrer dans le soliloque du ressassement et du ressentiment. C'est plus qu'un devoir : nous n'avons pas le choix ! Nous n'avons pas pour but de donner des leçons d'histoire aux Occidentaux. C'est à l'Europe à faire son examen de conscience.

Que pensez-vous de la manière dont les pays industrialisés voient l'Afrique ?

Je considère l'opinion européenne comme sa propre victime. L'information qu'elle reçoit d'ici est très déformée : il y a un afro-pessimisme, fait de compassion et de misérabilisme, qui alimente les délires des Européens sur l'Afrique, qui encourage les préjugés ethnocentriques. On ne parle que de l'Afrique-sida, l'Afrique-pauvreté, l'Afrique-guerres ethniques entre bandes de

sauvages. Cette vision est bien plus celle des Européens que celle des Africains. Et je me demande, parfois, si elle ne sert pas à atténuer la mauvaise conscience occidentale, qui n'aide pas comme elle le pourrait ou, même, qui jette de l'huile sur le feu, comme on l'a vu avec la dévaluation du franc Cfa.

L'Occident ne croit pas en l'Afrique. Nous, nous y croyons. L'Europe a une dette énorme envers l'Afrique. Elle lui doit son développement. L'Occident ne pourra pas indéfiniment, comme il le fait depuis quelque temps, penser que son confort est possible en faisant fi de notre continent. L'incompréhension entre les peuples me paraît être, à l'âge du multimédia, le phénomène à la fois dominant et paradoxal de cette fin de siècle !

Rwanda, Afrique du Sud, Moyen-Orient, qu'est-ce que ces événements évoquent pour vous ?

Ce qui s'est passé au Rwanda est un véritable cataclysme. Au moment des indé-

pendances, nous avons hérité de frontières artificielles, souvent imposées. Tout est là : des peuples ayant des origines communes s'entre-déchirent aujourd'hui ! Nous aurions pu, avec une démarche cohérente, éviter cela, mais ce n'est pas impunément qu'on monte des populations les unes contre les autres.

Le processus entre Israël et la Palestine, ou en Afrique du Sud, comptent parmi les événements encourageants de ces dernières années. Appuyons-nous là-dessus, soutenons la paix. Il y a une logique de l'histoire, il y a des forces de progrès qui luttent pour l'égalité des hommes, des peuples, des cultures. Il n'y a pas de hiérarchie dans les cultures ni dans les valeurs. Les peuples qui partagent des territoires ou des biens communs doivent forcément s'entendre. Ce qui arrive en Afrique du Sud est logique et incroyable à la fois. La paix est toujours un phénomène inouï.

Propos recueillis par Thomas Bruno
(Fréquences libres n° 44, mars 1995)

Une traversée intérieure

Richard Chateau Degat est responsable de Radio Apal, en Martinique. Il est le descendant d'un de ceux qui ont subi le crime de l'esclavage. Il porte en lui le poids d'un passé qui n'est jamais vraiment passé, le passé de tout un peuple, et la honte de l'humanité. Interrogé à Gorée par Bouba Sow, le responsable de la Radio du Monde pendant la conférence de Dakar, Richard a tout résumé en une formule laconique : « C'est une traversée intérieure. » Bruno Thomas s'est entretenu avec lui. Silences et voix nouée ne peuvent pas s'entendre ici, mais il est clair que tant de temps après, la douleur reste intacte.

C'est la première fois que je viens en Afrique, sur la terre africaine, et je dois vous dire que j'appréhende cette visite de l'île de Gorée, que je n'ai pas encore eu l'occasion de voir. Je ne sais pas comment je réagirai. C'est quelque chose d'extrêmement émouvant. Nous, ou plutôt, nos ancêtres ont été arrachés. Ce sont des moments de l'histoire qui restent profondément imprimés dans notre conscience, notre mémoire. Même si on nous en a très peu parlé, puisque les programmes scolaires accordent très peu de place à l'histoire de ce grand transfert de population, qui a eu lieu dans le cadre du commerce triangulaire. Nous savons que cela a fait beaucoup de mal à ceux qui ont subi ce traitement qui supposait la non-reconnaissance de la qualité d'être humain noir. Il est établi aujourd'hui que le sous-développement chronique dont souffre l'Afrique est inséparable de

cette saignée. On sait que plus huit millions de Noirs ont péri et on estime à deux cent cinquante millions d'hommes et de femmes le nombre de victimes de ce génocide, pour obtenir vingt-cinq millions d'esclaves. C'est une tâche de l'histoire qui mérite qu'on en parle, qui mérite qu'on témoigne. Ça n'est pas du tout facile pour nous. Il y a maintenant deux ans, en Martinique, les personnels de l'éducation ont dû se battre dans un collège où un principal s'opposait à ce que l'histoire de l'esclavage soit enseignée...

Vous êtes très ému. A des siècles de distance, vous somatisez, vous vivez au plus profond de votre chair des douleurs qui ont été vécues dans le passé par vos ancêtres. Qu'est-ce qui vous trouble le plus dans cette histoire ?

Personnellement, je n'ai pas vécu l'esclavage physique, mais je pense que nous

vivons toujours ce refus de reconnaissance, comme j'ai eu l'occasion de le dire dans mon intervention au cours de l'assemblée de l'Amarc.

J'appartiens à un peuple, un pays, une nation qui n'existent pas. Aujourd'hui encore, les descendants de ces esclaves, qui étaient niés en tant qu'hommes, sont niés en tant que peuple, et cette négation de notre existence se fait à l'aide d'arguments qui sont extrêmement humiliants : c'est l'inaptitude, l'incapacité que nous aurions à pouvoir survivre sans l'aumône, sans être tenus en laisse par une puissance étrangère. Nous sommes encore dans le prolongement de ce qu'ont subi les Noirs africains, nos ancêtres, après leur arrivée sur les terres coloniales, Antilles et Martinique pour ce qui me concerne. Cela explique ces poussées d'émotion parfois difficiles à contrôler.

Il existe un Comité pour l'édification d'un monument sur l'île de Gorée.

Pourquoi faut-il faire tant d'efforts pour réveiller la mémoire ? Comment expliquer, d'un point de vue historique, que ces choses aient été à ce point occultées ?

Il y a un écrivain martiniquais qui a eu des problèmes, parce qu'il avait justement dénoncé le fait que ce génocide-là était complètement passé sous silence. Il implique des grandes puissances, en particulier européennes, qui ont certainement du mal à se regarder dans le miroir de l'Histoire. Il a été relativement facile d'accuser une puissance comme l'Allemagne nazie. Elle était déjà identifiée comme le diable, le démon. Cette reconnaissance de l'esclavage obligerait à remettre en cause la politique poursuivie dans notre pays : la présence et le statut colonial qui est une négation des droits, des droits de l'homme et des peuples.

Propos recueillis par Thomas Bruno
(Fréquences libres n° 44,
mars 1995)

